

---

Jour de séance 20

le vendredi 13 mars 2020

9 h

Prière.

M. C. Chiasson (Victoria-La-Vallée) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition contre la fermeture la nuit de l'urgence de l'Hôpital général de Grand-Sault. (Pétition 21.)

---

M. D'Amours donne avis de motion 41 portant que, le jeudi 19 mars 2020, appuyé par M. C. Chiasson, il proposera ce qui suit :

attendu que de nombreux parents lèguent leurs biens résidentiels à leurs enfants ou à un membre de la famille ;

attendu que, par suite du décès des parents, un bien résidentiel qui n'est plus occupé par le propriétaire fait l'objet d'une double imposition ;

attendu que les héritiers du bien résidentiel, enfants ou membre de la famille, peuvent vouloir le vendre, mais qu'il peut s'écouler beaucoup de temps avant de trouver un acheteur ;

attendu que, dans les circonstances, la double imposition constitue un fardeau indu pour les personnes qui tentent de vendre un bien résidentiel dont elles ont hérité ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à éliminer pour une période de deux ans, à partir de la date du décès du testateur, la double imposition sur un bien résidentiel si l'enfant ou le membre de la famille n'occupe ni ne loue ou loue à bail le bien résidentiel dont il a hérité.

---

M<sup>me</sup> Rogers donne avis de motion 42 portant que, le jeudi 19 mars 2020, appuyée par M. McKee, elle proposera ce qui suit :

attendu que la méthamphétamine en cristaux est une drogue dangereuse qui crée une forte dépendance ;

attendu que les consommateurs de méthamphétamine en cristaux souffrent d'une grande perte de leur capacité de maîtriser leurs émotions et affichent des comportements imprévisibles et dangereux ;

attendu que la consommation de méthamphétamine en cristaux peut causer de nombreux troubles de santé graves, notamment des lésions aux organes et aux tissus et des troubles respiratoires, de même que la mort ;

attendu que la consommation de méthamphétamine en cristaux augmente au Nouveau-Brunswick ;

attendu que les régies de la santé, les centres de santé communautaires, les conseillers en toxicomanie et les professionnels de la santé sonnent l'alarme quant au fait que les dépendances à la méthamphétamine au Nouveau-Brunswick atteignent un niveau de crise ;

attendu que les réseaux de santé élaborent des campagnes de sensibilisation pour renseigner la population sur la grave préoccupation ;

attendu qu'il faut une stratégie multiministérielle exhaustive pour gérer cette grave préoccupation en matière de santé ;

qu'il soit à ces causes résolu que la Chambre exhorte le gouvernement à adopter de toute urgence une stratégie multiministérielle exhaustive concernant la question de la méthamphétamine en cristaux.

---

M<sup>me</sup> Rogers donne avis de motion 43 portant que, le jeudi 19 mars 2020, appuyée par M<sup>me</sup> LeBlanc elle proposera ce qui suit :

attendu qu'il y a un besoin constant de logements à loyer modique supplémentaires au Nouveau-Brunswick ;

attendu que le gouvernement conservateur n'a pas accompli de progrès significatifs en vue de remédier à la pénurie de logements à loyer modique ;

attendu que des gouvernements successifs se sont engagés à régler graduellement la question de la double imposition relative aux habitations comme les immeubles d'appartements ;

attendu qu'il pourrait être souhaitable d'accélérer le calendrier en vue de régler la question de la double imposition tout en encourageant l'ajout de logements à loyer modique ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à accélérer le calendrier du retrait de la double imposition concernant les immeubles d'appartements en contrepartie d'un engagement à y réserver, comme logements à loyer modique, un certain nombre d'unités.

---

M<sup>me</sup> Landry donne avis de motion 44 portant que, le jeudi 19 mars 2020, appuyée par M. Melanson, elle proposera ce qui suit :

attendu qu'il faut veiller à ce que les infrastructures de la province, y compris les routes et les ponts, ne se détériorent pas au point de ne plus être sécuritaires ;

attendu qu'il est nécessaire de suivre une politique de gestion des actifs qui prévoit un plan rationnel de remise en état et d'amélioration des infrastructures élaboré en fonction de l'évaluation professionnelle plutôt que de considérations politiques ;

attendu que plusieurs autres provinces, comme la Nouvelle-Écosse, ont adopté des plans de 10 ans qui précisent d'une année à l'autre les projets qui seront mis en oeuvre au cours de l'année ;

attendu que l'établissement d'un plan de gestion des actifs de 10 ans procurera à l'industrie de la construction et au public un degré de prévisibilité ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à adopter un plan d'infrastructure publique de 10 ans.

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que, après la troisième lecture, la deuxième lecture du projet de loi 32 soit appelée, après quoi la Chambre reprendra le débat ajourné sur le budget.

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

- 12, *Loi concernant la gestion des ordonnances et les pouvoirs en matière de recouvrement ;*
- 16, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur ;*
- 18, *Loi modifiant la Loi sur les changements climatiques ;*
- 19, *Loi modifiant la Loi sur le poisson et la faune ;*
- 22, *Loi sur les biens non réclamés.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 32, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 32 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 32, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné

qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

Le débat ajourné reprend sur la motion 30, dont voici le texte :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement.

La séance, suspendue à 12 h, avec le consentement unanime de la Chambre, reprend à 14 h 4.

Sur la demande de l'hon. M. Savoie, il est unanimement convenu de clore le débat sur la motion 30 et de mettre la motion aux voix sur-le-champ.

Le débat se termine. Après dispense, sur autorisation, des 10 minutes de sonnerie d'appel, la motion 30, mise aux voix, est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 24

l'hon. M. Holder	l'hon. M. Flemming	l'hon. M. Carr
l'hon. M. Savoie	l'hon. M <sup>me</sup> Anderson-Mason	l'hon. M. Holland
l'hon. M. Higgs	l'hon. M. Fitch	l'hon. M. Urquhart
l'hon. M. Steeves	l'hon. M. Stewart	l'hon. M. Oliver
l'hon. M <sup>me</sup> Shephard	l'hon. M. Cardy	M. Northrup
M. Austin	M. DeSaulniers	M. Fairgrieve
M <sup>me</sup> Conroy	l'hon. M. Wetmore	M. Crossman
l'hon. M <sup>me</sup> S. Wilson	l'hon. M <sup>me</sup> M. Wilson	M. Coon

Le président de la Chambre, sur la demande de l'hon. M. Savoie, revient aux motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre.

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre se forme sur-le-champ en Comité des subsides à accorder à Sa Majesté.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se forme en Comité des subsides sous la présidence de M. C. Chiasson.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance. M. C. Chiasson, président du comité, demande au président de la Chambre de revenir à la présentation des rapports de comités et fait rapport que le comité a abordé les travaux dont il a été saisi et a adopté la motion suivante :

que les subsides soient accordés à Sa Majesté.

Le président du comité rapporte aussi qu'il lui est enjoint de demander à siéger de nouveau.

M. C. Chiasson, appuyé par le premier ministre, propose que le rapport du Comité des subsides soit adopté par la Chambre et que celle-ci adhère à la résolution portant que les subsides soient accordés à Sa Majesté.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Sur la demande de l'hon. M. Savoie, il est unanimement convenu que l'ordre portant étude en Comité des subsides du budget de capital pour 2020-2021 soit révoqué et que l'Assemblée législative soit sur-le-champ saisie de l'étude du budget de capital.

Sur la demande de l'hon. M. Savoie, il est unanimement convenu que le budget principal pour 2020-2021 ne soit pas renvoyé au Comité des subsides, que les crédits à voter au titre du budget principal pour 2020-2021 et du budget de capital pour 2020-2021 soient adoptés par l'Assemblée législative sur-le-champ et que, aux fins de transparence et de reddition de comptes, l'objet du budget principal pour 2020-2021 et celui du budget de capital pour 2020-2021 soient étudiés par le Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires.

La Chambre adopte les crédits suivants :

BUDGET PRINCIPAL, 2020-2021

COMPTE ORDINAIRE

(\$)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DE L'AQUACULTURE ET DES PÊCHES

Agriculture, Aquaculture et Pêches .....	40 178 000
Moins : crédits législatifs .....	47 000
Total .....	40 131 000

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE

Services généraux et autres services d'enseignement.....	58 456 000
Districts scolaires .....	1 168 503 000
Développement de la petite enfance .....	124 340 000
Moins : crédits législatifs .....	47 000
Total .....	1 351 252 000

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET  
DES GOUVERNEMENTS LOCAUX

Services généraux et financement communautaire .....	2 131 000
Gouvernements locaux .....	144 283 000
Autorisations et conformité.....	6 825 000
Science et protection de l'environnement.....	4 546 000

Politiques, changements climatiques et participation des Premières Nations et du public .....	2 671 000
Commission d'appel en matière d'évaluation et d'urbanisme .....	316 000
Moins : crédits législatifs .....	47 000
Total .....	160 725 000
<b>BUREAU DU CONSEIL EXÉCUTIF</b>	
Bureau du greffier, chef des opérations et chef de la fonction publique et secrétariat du conseil exécutif .....	4 491 000
Communications gouvernementales .....	5 990 000
Cabinet du lieutenant-gouverneur.....	449 000
Direction de l'égalité des femmes.....	3 134 000
Total .....	14 064 000
<b>MINISTÈRE DES FINANCES ET DU CONSEIL DU TRÉSOR</b>	
Budget et gestion financière.....	839 000
Services généraux .....	4 336 000
Politique fiscale.....	1 524 000
Bureau du dirigeant principal des ressources humaines ...	4 282 000
Bureau du chef du service de l'information.....	6 595 000
Bureau du contrôleur .....	3 051 000
Administration du revenu .....	5 427 000
Trésorerie.....	1 531 000
Moins : crédits législatifs .....	47 000
Total .....	27 538 000
<b>GOUVERNEMENT GÉNÉRAL</b>	
Affaires autochtones .....	4 948 000
Moins : crédits législatifs .....	47 000
Total .....	4 901 000
Commissions versées aux percepteurs de la taxe sur le pari mutuel.....	455 000
Planification des ressources organisationnelles (PRO).....	18 327 000
Programme d'égalité d'accès à l'emploi.....	688 000
Affaires intergouvernementales .....	8 160 000
Moins : crédits législatifs .....	47 000
Total .....	8 113 000
Investissement dans les initiatives ayant trait aux changements climatiques .....	36 000 000

Régimes de retraite prévus par la loi, accumulation de prestations, subventions et allocations supplémentaires.....	141 473 000
Moins : crédits législatifs .....	173 000
Total.....	141 300 000
Programme de distribution du gaz naturel .....	9 000 000
Régimes de retraite et d'avantages sociaux .....	344 802 000
Moins : crédits législatifs .....	2 000
Total.....	344 800 000
Provision pour pertes .....	14 200 000
Accords de partage des recettes avec les Premières Nations.....	53 600 000
Services Nouveau-Brunswick.....	174 103 000
Moins : crédits législatifs .....	47 000
Total.....	174 056 000
Provision pour fonds supplémentaires .....	174 920 000
<b>MINISTÈRE DE LA SANTÉ</b>	
Services ministériels et autres services de santé .....	173 273 000
Assurance-maladie.....	699 624 000
Régimes d'assurance-médicaments .....	227 855 000
Services de santé de la partie III .....	1 814 251 000
Moins : crédits législatifs .....	47 000
Total.....	2 914 956 000
<b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET CABINET DU PROCUREUR GÉNÉRAL</b>	
Administration .....	1 143 000
Procureur général.....	20 302 000
Services à la justice.....	25 859 000
Aide juridique .....	10 358 000
Moins : crédits législatifs .....	47 000
Total.....	57 615 000
<b>ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE</b>	
Indemnités des députés, comités et activités.....	9 137 000
Moins : crédits législatifs .....	4 272 000
Total.....	4 865 000
Bureau de l'Assemblée législative.....	3 740 000
Bureau du vérificateur général.....	3 322 000

Bureaux des chefs et des membres des partis	
politiques enregistrés.....	2 184 000
Moins : crédits législatifs .....	90 000
Total.....	2 094 000
Élections Nouveau-Brunswick.....	9 110 000
Moins : crédits législatifs .....	668 000
Total.....	8 442 000
Bureau de l'ombud.....	1 487 000
Bureau du défenseur des enfants, des jeunes et des aînés .....	1 290 000
Bureau du commissaire aux langues officielles.....	718 000
Bureau du défenseur du consommateur en matière d'assurances.....	493 000
Bureau du commissaire à l'intégrité .....	320 000
<b>MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE</b>	
Administration .....	8 161 000
Ressources naturelles.....	79 860 000
Énergie et mines.....	5 402 000
Aménagement des terres .....	3 666 000
Moins : crédits législatifs .....	47 000
Total.....	97 042 000
<b>CABINET DU PREMIER MINISTRE</b>	
Administration .....	1 492 000
Moins : crédits législatifs .....	67 000
Total.....	1 425 000
<b>OPPORTUNITÉS NOUVEAU-BRUNSWICK</b>	
Administration et Services de développement des entreprises .....	13 624 000
Aide financière.....	25 000 000
Moins : crédits législatifs .....	47 000
Total.....	38 577 000
<b>AUTRES ORGANISMES</b>	
Entités consolidées.....	411 742 000
Moins : crédits législatifs .....	411 742 000
Total.....	0
Conseil des premiers ministres de l'Atlantique .....	642 000
Société de l'inclusion économique et sociale .....	2 819 000
Commission du travail et de l'emploi.....	647 000
Commission de police du Nouveau-Brunswick.....	668 000
Conseil des femmes du Nouveau-Brunswick .....	461 000



Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées .....	298 000
<b>MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL</b>	
Travail et services stratégiques .....	9 975 000
Bibliothèques publiques du N.-B. ....	15 539 000
Affaires postsecondaires .....	460 946 000
Apprentissage pour adultes .....	10 554 000
Développement de l'emploi .....	13 910 000
Entente Canada – Nouveau-Brunswick sur le développement de la main d'oeuvre .....	18 945 000
Développement du marché du travail .....	102 189 000
Croissance démographique .....	9 977 000
Moins : crédits législatifs .....	47 000
Total .....	641 988 000
<b>MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>	
Services ministériels .....	7 571 000
Division de la sécurité communautaire .....	51 881 000
Division des inspections et de l'application de la loi .....	126 591 000
Division des initiatives en matière de sécurité et d'urgence .....	43 199 000
Moins : crédits législatifs .....	47 000
Total .....	229 195 000
<b>SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL</b>	
Projets et activités de développement .....	65 465 000
<b>SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE</b>	
Service de la dette publique .....	631 000 000
Moins : crédits législatifs .....	624 800 000
Total .....	6 200 000
<b>MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL</b>	
Services généraux et autres .....	9 887 000
Aînés et soins de longue durée .....	746 378 000
Services de bien-être à l'enfance et à la jeunesse .....	144 166 000
Sécurité du revenu .....	235 301 000
Services d'habitation .....	97 598 000
Autres prestations .....	55 783 000
Moins : crédits législatifs .....	47 000
Total .....	1 289 066 000
<b>MINISTÈRE DU TOURISME, DU PATRIMOINE ET DE LA CULTURE</b>	
Administration .....	2 703 000

Parcs et attractions .....	12 996 000
Sport et loisirs .....	6 541 000
Culture, patrimoine et archéologie.....	20 321 000
Tourisme .....	11 825 000
Moins : crédits législatifs .....	47 000
Total .....	54 339 000

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET  
DE L'INFRASTRUCTURE

Administration .....	14 702 000
Politiques et affaires législatives.....	1 190 000
Entretien.....	74 687 000
Entretien pendant l'hiver.....	68 894 000
Construction des ponts et des routes.....	3 025 000
Groupe des bâtiments.....	136 096 000
Société de voirie du Nouveau-Brunswick.....	22 752 000
Moins : crédits législatifs .....	22 136 000
Total .....	299 210 000

COMPTE DE CAPITAL

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DE L'AQUACULTURE ET DES PÊCHES

Biens d'équipement .....	100 000
Infrastructure stratégique .....	200 000
Total .....	300 000

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE

Écoles publiques – Biens d'équipement .....	400 000
---	---------

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DES GOUVERNEMENTS LOCAUX

Districts de services locaux.....	1 000 000
-----------------------------------	-----------

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Hôpitaux publics – Biens d'équipement .....	24 000 000
---	------------

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET  
DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE

Remise en état de mines.....	1 150 000
Bassin hydrographique Musquash – Améliorations des biens immobiliers .....	3 628 000
Infrastructure du Sentier NB Trail .....	750 000
Total .....	5 528 000

<b>MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL</b>	
Programme d'entretien reporté .....	2 000 000
<b>SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL</b>	
Canada – Nouveau-Brunswick	
Entente bilatérale intégrée .....	10 000 000
Canada – Nouveau-Brunswick : Nouveau Fonds	
Chantiers Canada – Fonds des petites collectivités ....	2 500 000
Initiative en matière d'infrastructure stratégique .....	27 500 000
Total .....	40 000 000
<b>MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL</b>	
Services des foyers de soins – Amélioration des biens immobiliers .....	
	9 000 000
Services des foyers de soins – Entretien .....	3 000 000
Total .....	12 000 000
<b>MINISTÈRE DU TOURISME, DU PATRIMOINE ET DE LA CULTURE</b>	
Amélioration des installations .....	5 575 000
Infrastructure stratégique .....	4 545 000
Total .....	10 120 000
<b>MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE</b>	
Ponts .....	44 380 000
Routes .....	137 590 000
Programme d'amélioration des routes provinciales désignées dans les municipalités .....	
	10 000 000
Programme fédéral-provincial à frais partagés .....	87 315 000
Agence de gestion des véhicules .....	15 000 000
Travaux publics et infrastructure .....	209 549 000
Moins : crédits législatifs .....	36 036 000
Total .....	467 798 000
<b>PRÊTS ET AVANCES</b>	
<b>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AQUACULTURE ET DES PÊCHES</b>	
Commission de l'assurance agricole du Nouveau-Brunswick .....	
	1 600 000
Programmes de prêts .....	9 500 000
Total .....	11 100 000
<b>OPPORTUNITÉS NOUVEAU-BRUNSWICK</b>	
Aide financière à l'industrie .....	50 000 000

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL	
Avances de prêts aux étudiants .....	69 900 000
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	
Aide financière provenant du Programme de prêts du Fonds de développement économique et d'innovation pour le Nord du Nouveau-Brunswick ...	4 000 000
Aide financière provenant du Programme de prêts du Fonds de développement économique et d'innovation pour la région de Miramichi.....	1 000 000
Total .....	5 000 000
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	
Habitation.....	3 224 000

Le président, sur la demande de l'hon. M. Savoie, revient au dépôt de projets de loi.

Est déposé et lu une première fois le projet de loi suivant :

par l'hon. M. Steeves :  
36, *Loi de 2020-2021 portant affectation de crédits.*

Le président de la Chambre annonce que, conformément au paragraphe 42.3(1) du Règlement, il est ordonné que le projet de loi 36 soit lu une deuxième et une troisième fois sur-le-champ.

Est lu une deuxième fois le projet de loi suivant :

36, *Loi de 2020-2021 portant affectation de crédits.*

Est lu une troisième fois le projet de loi suivant :

36, *Loi de 2020-2021 portant affectation de crédits.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit adopté.

Sur la demande de l'hon. M. Savoie, il est unanimement convenu que l'ordre portant renvoi au Comité permanent de la politique économique des projets de loi 30 et 32 soit révoqué et que ces projets de loi soient lus une troisième fois sur-le-champ.

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

30, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants ;*  
32, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

Le premier ministre s'adresse à la Chambre et témoigne de sa reconnaissance aux parlementaires pour leur collaboration dans la conduite diligente des travaux de la Chambre que l'évolution de la situation entourant la maladie à coronavirus (COVID-19) oblige.

La séance est levée à 14 h 22.